



LA CHRONIQUE DE
GILLES DOWEK

DE L'ENCYCLOPÉDIE DE DIDEROT À WIKIPÉDIA

Avec l'évolution des techniques, les encyclopédies ont connu des transformations radicales. Pas seulement en termes de volumes de textes.



Les encyclopédies imprimées sont soumises à de fortes contraintes matérielles, contrairement aux encyclopédies en ligne.

Pendant cinq siècles, de 1450 à 1990, les livres ont été imprimés, avec de l'encre, sur du papier. Et nous pouvons nous interroger sur la manière dont cette technique a contraint et façonné les textes qu'elle a permis de diffuser. Une façon de le faire est de comparer la forme de ces textes à celle de ceux qui leur ont succédé.

La première contrainte que l'imprimerie semble imposer aux textes imprimés porte sur leur nombre de pages. D'une part, parce qu'un livre doit pouvoir être tenu en main, rangé dans une bibliothèque, etc. D'autre part, parce qu'il doit avoir un prix accessible pour ses lecteurs potentiels.

Après le recueil de Raymond Queneau *Cent mille milliards de poèmes*, qui contient effectivement 10^{14} sonnets – mais 10 pages seulement –, les textes imprimés les plus longs semblent être les encyclopédies, qui occupaient jadis des rayonnages entiers dans les bibliothèques et coûtaient l'équivalent de plusieurs milliers d'euros.

L'encyclopédie de Diderot, par exemple, contenait 18 000 pages, réparties en

17 volumes, auxquels s'ajoutaient 11 volumes de planches. Et les autres encyclopédies imprimées avaient une taille du même ordre de grandeur. Cette contrainte sur le nombre de pages en impose deux autres: l'une sur la taille de chaque entrée de l'encyclopédie et l'autre sur leur nombre.

Une entrée d'une encyclopédie imprimée tenait généralement en quelques

Wikipédia compte plus de 2 millions d'entrées, contre 71 818 pour l'encyclopédie de Diderot

lignes, parfois en quelques pages. Ainsi, l'entrée «Diderot» d'une encyclopédie imprimée était-elle bien plus courte qu'une biographie de Diderot ou qu'un livre consacré à sa pensée, qui faisait souvent plusieurs centaines de pages.

La longueur astronomique de certaines entrées des encyclopédies diffusées sur le

web, telle Wikipédia, nous montre, en creux, à quel point rédiger l'entrée d'une encyclopédie imprimée demandait un important effort de synthèse, mais aussi quelles coupes arbitraires étaient opérées lors d'une telle rédaction.

Mais c'est surtout le nombre d'entrées, singulièrement limité faute de place, que l'on constate dans les encyclopédies imprimées quand on les compare avec une encyclopédie diffusée sur le web. Wikipédia, par exemple, compte plus de 2 millions d'entrées en français, quand l'encyclopédie de Diderot en comptait 71 818.

Wikipédia comporte ainsi une série d'entrées sur des personnes – par exemple le maire d'une petite commune – assez célèbres pour y figurer, mais pas assez pour justifier un article dans une encyclopédie imprimée. Cela nous montre que les encyclopédies en ligne ne prolongent pas uniquement les encyclopédies imprimées, mais aussi les annuaires tels que le *Who's Who* ou *Le Trombinoscope*.

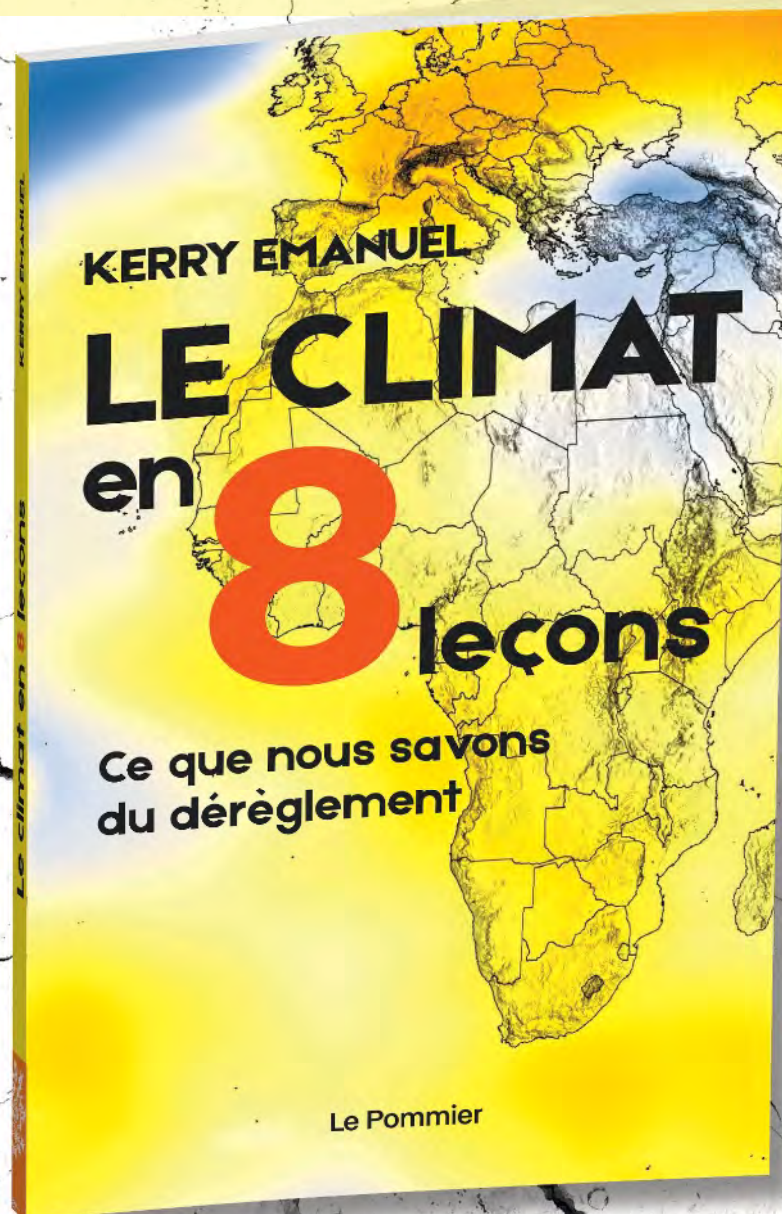
Une autre série d'entrées de Wikipédia contient des informations pratiques, telle l'entrée consacrée aux prises électriques dans le monde, qui permet à de nombreux voyageurs de savoir par exemple qu'avant de se rendre au Royaume-Uni, il faut se munir d'un adaptateur, les prises électriques y étant de type G. Cela nous montre que les encyclopédies en ligne ne prolongent pas uniquement les encyclopédies et les annuaires imprimés, mais aussi les guides de voyage où nous trouvons, jadis, ce type d'informations.

Wikipédia est donc tout à la fois l'encyclopédie de Diderot, le *Who's Who* et le *Guide du routard*.

Avec l'évolution des techniques, de l'imprimerie au web, les frontières entre une encyclopédie, un annuaire et un guide de voyage sont devenues poreuses. Wikipédia agglomère des informations aussi bien essentielles et fondamentales, qu'anecdotiques et plus anodines. En rassemblant des contenus aussi divers, tendrait-elle à devenir une encyclopédie vraiment universelle? ■

GILLES DOWEK est chercheur à l'Inria et membre du conseil scientifique de la Société informatique de France.

COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR





LA CHRONIQUE DE
VIRGINIE TOURNAY

DE LA PROBITÉ AVANT TOUT

Le baromètre 2020 de la confiance des Français envers les politiques et leurs institutions souligne l'importance accordée à l'honnêteté des gouvernants.



La démocratie représentative est le seul régime politique où le consentement des gouvernés est nécessaire à son fonctionnement. Par le vote, les citoyens choisissent un candidat et valident les institutions qui composent ce régime. Aussi, la mesure scientifique de la confiance politique est indispensable pour en évaluer la solidité.

Depuis 2009, le Centre de recherches politiques de SciencesPo (Cevipof) publie chaque année un baromètre annuel de confiance politique qui repose sur un échantillon représentatif de la population française prenant en compte les critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de région et de taille d'agglomération. Il dévoile les niveaux de confiance envers les responsables politiques et les institutions qui caractérisent l'État au travers de ses fonctions régaliennes (armée, police, justice), représentatives (municipalités, régions, nation, Europe), et sociales (hôpitaux, écoles, associations). La dernière enquête a été réalisée en février 2020.

Les fonctions de proximité (le maire, les PME) et celles dédiées à la protection (hôpitaux, armée) récupèrent les taux de confiance les plus élevés. En bas de l'échelle, un quart des personnes interrogées ont globalement confiance dans le gouvernement, les syndicats ou les médias, et 13% dans les partis politiques. Les institutions et les fonctions locales

Seuls 13% des sondés ont globalement confiance dans les partis politiques

sont donc plus populaires que celles qui touchent de près le pouvoir politique.

Si cette tendance générale confirme celle des années précédentes, les résultats du baromètre permettent de saisir les ressorts profonds de la représentativité du corps social, c'est-à-dire ce qui motive les gouvernés à consentir au pouvoir des gouvernants. Depuis plusieurs années, près des

trois quarts des sondés considèrent que le personnel politique est plutôt corrompu.

Concernant les qualités attendues des gouvernants, l'«honnêteté» arrive en tête de liste pour les deux tiers des sondés, tandis que la «bonne connaissance des dossiers» ne touche que 28% d'entre eux. L'ordre d'importance donné à ces critères révèle que la confiance au sens de l'anglais *trust*, qui repose sur le pari du comportement coopératif d'autrui, est une dimension beaucoup plus importante que celle, générique et impersonnelle, de confiance au sens de l'anglais *confidence*, qui s'appuie sur la compétence.

En outre, seuls un quart des sondés considèrent qu'il est important que le personnel politique soit «proche de gens» comme eux. La perception de la probité n'est donc pas liée à l'idée d'un rapprochement affinitaire entre les représentés et les élus.

Quels enseignements tirer de ces résultats? L'un est que les réformes visant à faire correspondre la composition de nos assemblées politiques à la diversité du corps social dans toutes ses composantes (instauration de quotas, procédures participatives sur des questions aux enjeux sociaux complexes...) ne permettent pas de réduire la défiance. En effet, la solidité du système représentatif repose sur une démarcation nette entre l'État et la société, démarcation que la recherche d'homologie entre élus et citoyens tend à brouiller.

En revanche, la probité reconnue des mandataires de l'État est une valeur démocratique incontestable. Cette exigence est renforcée par une profonde mutation du rapport des citoyens au politique. Comme l'a analysé Luc Rouban, chercheur au Cevipof, la perception de l'intérêt général est fragilisée par un appel accru à la démocratie directe, à la temporalité immédiate, pour satisfaire des demandes multiples. L'essor de cette nouvelle culture politique définit ce qu'il appelle *La Matière noire de la démocratie* (Presses de SciencesPo, 2019). ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.